

Que la Chambre enjoigne au premier ministre de renvoyer le ministre actuel des Finances et de le remplacer par quelqu'un qui comprend les problèmes des agriculteurs et qui est disposé à les écouter.

Mme le Président: Y a-t-il consentement unanime pour permettre au député de présenter sa motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

* * *

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

LA PENSION DES MEMBRES À LA RETRAITE—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Madame le Président, j'invoque l'article 43 du Règlement. Le gouvernement n'a pas tenu sa promesse envers la Gendarmerie royale du Canada. Le Conseil du Trésor a volé plus de \$100,000 à chacun des agents de la GRC qui ont pris leur retraite entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 1981. Je propose donc, avec l'appui du député de Dartmouth-Halifax-Est (M. Forrestall):

● (1415)

Que le traitement des ministres liés au Conseil du Trésor soit réduit à \$1 par année et que les économies ainsi réalisées soient versées à une caisse spéciale qui servira à indemniser partiellement les agents à la retraite qui font les frais des promesses que ce gouvernement moralement insolvable n'a pas tenues, parce que les anciens agents de la GRC et leurs familles méritent d'être traités avec justice et que les ministres qui ont la malhonnêteté de ne pas honorer leurs engagements devraient être les seuls à souffrir de leur duplicité.

Mme le Président: La Chambre consent-elle unanimement à débattre cette motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE FAILLITES—LES MESURES DU GOUVERNEMENT

L'hon. Bill Jarvis (Perth): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances qui doit être au courant de la déclaration qu'a faite son collègue, le ministre de l'Agriculture, la semaine dernière et dans laquelle il a qualifié l'augmentation de 78 p. 100 du nombre de faillites d'exploitation agricoles d'«augmentation importante», ce qui prouve qu'il sous-estime manifestement la gravité de la situation. Il a également fait allusion à une série de saisies et de ventes forcées de fermes. Ce qui est bien plus inquiétant c'est le nombre encore plus important d'agriculteurs canadiens qui

Questions orales

cessent volontairement de produire plutôt que d'affronter l'indignité de la faillite ou de la saisie. Dans chaque cas, le résultat est le même: une baisse de la production agricole pour le pays.

Je demande donc au ministre quelles mesures il se propose d'adopter et quand il compte le faire pour s'attaquer à cette honte nationale.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président comme je l'ai déjà déclaré à plusieurs reprises à la Chambre, je me suis entretenu avec le ministre de l'Agriculture et je vais continuer de le faire pour déterminer s'il est possible de prendre des mesures d'aide en tenant compte des circonstances actuelles. Si nous décidons d'adopter des mesures en ce sens, nous les ferons connaître à la Chambre en temps opportun.

LES PRÊTS DE LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

L'hon. Bill Jarvis (Perth): Ma question supplémentaire s'adresse aussi au ministre des Finances qui, la semaine dernière, a dit:

Une personne vraiment sensible pense aux intérêts à long terme du peuple canadien.

Je lui signale qu'un agriculteur qui cesse de produire a souvent besoin de plusieurs années pour atteindre à nouveau sa capacité de production. Afin d'éviter cette situation, le ministre des Finances est-il d'accord quant à la proposition que le ministre de l'Agriculture a formulée au sujet de la Société du crédit agricole et dont le ministre faisait état dans sa lettre au *Citizen* d'Ottawa la semaine dernière, et je cite:

... décréter un moratoire de trois ans sur les paiements d'intérêt et de capital.

Le ministre souscrit-il à la proposition de son collègue?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, comme je l'ai dit à la Chambre un peu plus tôt, je n'ai pas l'intention de commenter à tous les jours les opinions de chaque Canadien qui peut parler de l'économie...

Une voix: Il ne s'agit pas de chaque Canadien.

M. MacEachen: ... et j'ai déjà répondu à cette question...

M. Crosbie: Qui parle au nom du gouvernement?

M. MacEachen: ... qu'on m'a posée directement la semaine dernière au sujet de la lettre du ministre de l'Agriculture publiée dans le journal en disant que j'avais des entretiens avec lui sur la Société du crédit agricole et que, si des changements en découlaient, alors, bien entendu, le ministre de l'Agriculture les annoncerait. Cependant, j'assure au député que les difficultés avec lesquelles les agriculteurs sont peut-être aux prises à cause des taux d'intérêt élevés nous inquiètent sérieusement et sont l'objet des discussions en cours.